



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

musée du Louvre

Question au Gouvernement n° 3173

Texte de la question

OUVERTURE D'UNE ANTENNE DU LOUVRE A ABU DHABI

M. le président. La parole est à M. Christian Kert, pour le groupe UMP.

M. Christian Kert. Ma question s'adresse à M. le ministre de la culture et de la communication.

Le Louvre, l'un des plus grands musées du monde, s'apprête à créer à Abu Dhabi un musée universel, destiné à oeuvrer au dialogue entre l'Orient et l'Occident. L'accord prévoit la création d'un tel musée d'ici 2013. Il présentera des objets majeurs dans le domaine de l'archéologie, des beaux-arts et des arts décoratifs. Tous les musées français, qui le voudront, pourront y participer, même si ce futur musée ne portera que le seul nom du prestigieux Louvre.

Dans ce musée universel du XXIe, la France aura deux missions principales : prêter des oeuvres en attendant que ce musée ait constitué ses propres collections et encadrer la gestion du futur musée *via* l'Agence internationale des musées de France.

Dans le vaste courant actuel de mondialisation, que le savoir-faire culturel français soit demandé et puisse s'exporter, paraît légitime, souhaitable même, voire flatteur. Pourtant, 1 600 professionnels du monde des musées viennent de signer une pétition intitulée " Les musées ne sont pas à vendre ". Ils fondent leur contestation sur le fait que la France recevra d'Abu Dhabi 700 millions d'euros en contrepartie de cet effort culturel que certaines expositions avaient, sous d'autres formes, déjà préfigurées.

Plus qu'en situation d'opposition, monsieur le ministre, il semble que les pétitionnaires - dont la plupart sont engagés de longue date dans la défense de la culture française à l'étranger - soient les acteurs d'un malentendu : ils ne voient dans cette oeuvre de collaboration culturelle qu'une opération financière qui tendrait à banaliser de nouvelles formes de mécénat.

Assistons-nous à une nouvelle guerre des Anciens et des Modernes ? Le caractère novateur de cette formule ne doit-il pas être mieux expliqué afin d'être mieux soutenu ? D'autant que récemment la Sorbonne a créé une antenne à Abu Dhabi dans un esprit de laïcité, de mixité, de liberté qui fait honneur au pays d'accueil et doit nous renforcer dans cette idée que l'éducation et la culture peuvent faire beaucoup dans la compréhension entre les civilisations. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et sur quelques bancs du groupe Union pour la démocratie française.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de la culture et de la communication.

M. Renaud Donnedieu de Vabres, *ministre de la culture et de la communication*. Monsieur le député, pour vous, comme pour le gouvernement de Dominique de Villepin, le rayonnement culturel international de la France est un enjeu majeur. Notre pays a la chance de disposer d'un vaste patrimoine artistique et de talents humains exceptionnels - conservateurs, restaurateurs d'oeuvres d'art et autres métiers qui font la fierté de notre pays.

Nous avons décidé - comme c'est d'ailleurs la vocation du ministère de la culture définie par André Malraux - de mettre les oeuvres d'art à la disposition du plus grand nombre. C'est ce que nous avons fait en décidant d'implanter une antenne du Louvre à Lens et allons faire en diffusant dans l'ensemble des musées de nos régions les oeuvres détenues dans les réserves des musées d'Ile-de-France.

À l'étranger, notre patrimoine est sollicité, qu'il s'agisse d'Atlanta, de Shanghai ou d'Abu Dhabi. Je vous rappelle que seulement 5 % des oeuvres détenues par les musées sont exposées.

Pour autant, il n'est pas question de remettre en cause les fondements de notre politique culturelle et la gestion

de nos musées. Nos oeuvres d'art, propriété de tous les Français, ne sont pas à vendre.

Il n'est pas question de remettre en cause le caractère inaliénable de ce patrimoine, mais de le faire rayonner dans le monde, soit par des expositions temporaires, comme c'est déjà le cas, soit par ce projet d'implantation dans un site exceptionnel d'Abu Dhabi, dans un pays qui, par sa position au carrefour de l'Orient et de l'Occident, a vocation à barrer la route à certaines dérives ou à certaines tentations.

Grâce à l'arbitrage du Premier ministre, le produit de cette opération ne sera pas versé au budget général de l'État, mais consacré à une politique des réserves, à la restauration de nos chefs-d'oeuvre et à des acquisitions supplémentaires.

Il y a les défaitistes, les pleureuses perpétuelles...

M. Lucien Degauchy. Les socialistes !

M. le ministre de la culture et de la communication. ... ; et il y a ceux qui veulent valoriser le capital de notre pays : c'est le cas de la majorité et du Gouvernement, et au-delà de nos rangs, de celles et ceux qui sont passionnément attachés au rayonnement culturel de notre pays. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Données clés

Auteur : [M. Christian Kert](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (11^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3173

Rubrique : Patrimoine culturel

Ministère interrogé : culture et communication

Ministère attributaire : culture et communication

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 18 janvier 2007

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 18 janvier 2007